

Sécurité: Charleroi INSPIRE MONS

▶ Nicolas Martin (PS de Mons) s'intéresse au dispositif PSO mis en place chez nous

▶ La ville de Charleroi, comme la ville de Mons, rencontre des problèmes de nature à générer un sentiment d'insécurité. En 2017, Charleroi s'est alors dotée d'un nouveau dispositif appelé Peloton Sécurisation et Ordre public (PSO) afin de renforcer la sécurité sur le périmètre de l'intraring. Ce peloton concentre ses efforts sur cinq phénomènes géné-

rateurs du sentiment d'insécurité : le deal de rue, la prostitution, la mendicité, la consommation d'alcool sur la voie publique et la fermeture des magasins de nuit. Ce nouveau dispositif fait ses preuves depuis bientôt deux ans. En 2019, le peloton passera à 36 membres. Les opérations ont considérablement augmenté. Au

1^{er} octobre 2018, 248 opérations ont été calculées. Six établissements ont été fermés, 157 arrestations judiciaires et 530 arrestations administratives ont été réalisées. 193 personnes en séjour illégal ont été contrôlées contre 213 pour l'année 2017. D'ici la fin de l'année, ces chiffres auront dépassé ceux de 2017.

CE LUNDI, ce dispositif a été pris en exemple pour Mons. Nicolas Martin, tête de la liste du PS à Mons, est venu entendre la présentation du dispositif par le bourgmestre de Charleroi, Paul Magnette (PS), et le commissaire Sheirlinckx, directeur des opérations. *"Je suis très intéressée parce que vous faites à Charleroi. Je suis admiratif de la sécurité mise en place et de l'amélioration de la ville. Ce qui est intéressant, c'est le travail réalisé. Comme toutes les villes, on est confronté à un phénomène d'insécurité. Dans mon programme, je souhaite installer une brigade anticriminalité pour lutter contre les problèmes. Il y a des aspects à Charleroi intéressants dont on peut prendre exemple"*, explique Nicolas Martin. Alors que Charleroi a souvent été critiquée, aujourd'hui, la ville est prise en exemple et inspire d'autres grandes villes.



▶ Nicolas Martin, Paul Magnette et le commissaire directeur des opérations discutent du dispositif PSO. © ORLANDINO

L.Or.